

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC

Les Grands Usages
18570 Le Subdray

Références : /
Code AIOT : 0010002477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC implanté Les Grands Usages 18570 Le Subdray. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC
- Les Grands Usages 18570 Le Subdray
- Code AIOT : 0010002477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SNC Carrière des Grands Usages (CAGU) est autorisée à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur la commune du Subdray aux lieux-dits « les Grands Usages et les Varennes ». L'exploitation de la carrière relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2510-1, 2515-1a et 2517-1 de la nomenclature des installations classées. L'exploitation de la carrière est autorisée pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral n°2004.1.103 du 12 février 2004 modifié par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 et par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2022.

La production moyenne autorisée est de 250 000 tonnes/an avec une production maximale de 450 000 tonnes/an.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 1
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.8	Demande d'action corrective	60 jours
6	PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.5.2.1	Demande d'action corrective	60 jours
12	Installations de traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 4.1.4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.4	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.4.1	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.4.4.2	Sans objet
5	Prévention des pollutions	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.5.1.4	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.5.3.4	Sans objet
8	Remise en état	AP Complémentaire du 10/04/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du site	article 3.7.1	
9	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.1.1	Sans objet
10	Dispositions de remise en état	AP Complémentaire du 10/04/2014, article 3.7.2.1	Sans objet
11	Dispositions de remise en état	AP Complémentaire du 10/04/2014, article 3.7.2.3	Sans objet
13	Station de transit de produits minéraux	AP Complémentaire du 10/04/2014, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est réalisée à sec par abattage des matériaux, à l'aide d'explosifs. L'extraction est réalisée sur deux fronts, un front inférieur de 136 à 141 m NGF et un front supérieur de 141 m NGF au TN (terrain naturel). La hauteur des fronts de taille ne dépasse pas 15 m. Les matériaux abattus sont repris à la pelle où au chargeur et sont acheminés vers l'installation de traitement. L'exploitation est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté (annexe2). Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le pompage de la nappe phréatique pour l'exploitation et la remise en état est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, le plan topographique du site établi le 22 décembre 2025. L'inspection a consulté le plan et a constaté que la cote la plus basse est de 136,04 m NGF. L'inspection a également constaté que les fronts ont une hauteur entre 9 et 10 m. L'exploitation de la carrière est réalisée à sec par abattage à l'aide d'explosifs. L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation. L'inspection n'a pas constaté de pompage de la nappe lors de la visite.</p>

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Carreau d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction a lieu à une cote minimale de 136 m NGF.</p> <p>L'exploitant met en place un protocole de suivi en continu de la nappe sur le piézomètre n°3 (PZ3, en amont), et un suivi hebdomadaire sur trois autres piézomètres.</p> <p>En cas d'alerte de montée des eaux, l'extraction du front inférieur est arrêtée, les engins sont repliés sur les fronts supérieurs. Un contrôle visuel de l'absence de pollution en surface du carreau est effectué.</p> <p>Après trois jours consécutifs de relevés du niveau d'eau inférieur à 134 m NGF au PZ3 et qu'aucun épisode pluvieux n'est prévu, l'exploitant effectue un relevé écologique par le passage d'un écologue qui se prononce sur la possibilité de reprendre l'exploitation du front inférieur de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'inspection des installations classées a consulté le plan d'exploitation et a constaté que la cote la plus basse est de 136,04 m NGF.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection une copie de la procédure de suivi et d'alerte du niveau de la nappe sur le piézomètre n°3.</p> <p>L'exploitant a présenté le fichier informatique de suivi du niveau de la nappe pour l'année 2025.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection un rapport d'intervention de l'écologue (Nature 18) du 6 juin 2025 sur la reprise de l'exploitation du front inférieur de la carrière après un épisode de hautes eaux.</p>
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage à l'explosif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes et une voie de secours.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p>

<p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p> <p>En outre, l'exploitant s'assure que la balise MF ne peut être à l'origine de perturbations du séquençage ou d'une mise à feu accidentelle.</p> <p>Au besoin, la méthode d'exploitation est modifiée, (par exemple par la réalisation de tirs "non électrique"), après avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un plan de tir comprenant le plan de foration, le plan de charge et d'amorçage.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs civils dès réception a été transmise à la préfecture du Cher le 27 janvier 2026.</p> <p>L'inspection a constaté que la progression des niveaux d'extraction est réalisée de façon à maintenir l'accès à toutes les banquettes.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une mesure de vibration est réalisée sur un point à chaque tir. Il a également indiqué que deux campagnes de mesures annuelles sont effectuées sur 5 points.</p> <p>L'inspection a consulté les différents rapports de mesures et a constaté qu'aucun dépassement des seuils réglementaires n'a été observé.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi écologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le niveau d'eau relevé au PZ3 est strictement inférieur à 134 m NGF sur trois jours consécutifs et qu'aucun épisode pluvieux n'est prévu, l'exploitant procède à un relevé écologique du carreau par le passage d'un écologue qui se prononce sur la possibilité de reprendre l'exploitation du front inférieur de la carrière.</p> <p>L'exploitant fait réaliser un suivi faune/flore sur l'ensemble de la carrière tous les deux ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'après chaque événement de montée des eaux (niveau piézométrique sur le PZ n°3) un relevé écologique est réalisé par un écologue (Nature 18). L'exploitant a remis à l'inspection un rapport de l'écologue du 6 juin 2025.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'aucun suivi faune /flore n'a été réalisé sur l'ensemble de la carrière.</p> <p>Par courriel en date du 13 avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande (devis accepté) pour réalisation du suivi faune/flore de la carrière en 2026 par Nature 18.</p> <p>Constats : Le suivi faune/flore sur l'ensemble de la carrière n'a pas été réalisé tous les deux ans.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3.5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau de la nappe des calcaires fait l'objet d'une surveillance en continu sur le piézomètre n°3 (en amont) et hebdomadairement sur les trois autres piézomètres par l'exploitant. L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de la station piézométrique en réalisant un contrôle de l'étalonnage de la sonde (PZ3), du système d'enregistrement des mesures et de la liaison téléphonique. L'exploitant met en place une procédure d'alerte piézométrique dès l'atteinte du niveau 134 m NGF sur le PZ3. Cette procédure permet d'envoyer un message au responsable d'exploitation, au chef de carrière et au responsable foncier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le fichier informatique de suivi du niveau de la nappe sur les différents piézomètres. L'inspection a constaté que le suivi du Pz n°3 est effectué en continu (pas de temps de 30 min) et hebdomadairement sur les trois piézomètres. L'exploitant effectue un suivi manuel de tous les piézomètres et vérifie la corrélation avec le suivi automatique. L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure de suivi et d'alerte du niveau de la nappe sur le piézomètre n°3.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p>

Un dispositif d'arrosage automatique des pistes, au niveau de l'installation est mis en place dans un délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté.

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place.

Le nombre et les conditions d'installation et d'exploitation des appareils sont conformes au dossier déposé par l'exploitant.

Ce réseau comporte 6 points de mesure disposés suivant le plan joint en annexe 6. Une campagne de mesure est effectuée tous les ans, en période sèche et d'activité représentative.

Les résultats accompagnés des commentaires de l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois après leur réception par l'exploitant.

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées la présence d'un système d'arrosage automatique des pistes. L'inspection a constaté la présence de ce dispositif.

L'exploitant a indiqué que le réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement mis en place a été modifié en 2019 par des dispositifs de type jauges Owen. Le réseau de suivi est composé de 4 jauges. L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une demande de modification a été transmise à l'inspection en juin 2019 pour préciser le nouveau plan de surveillance des retombées de poussières du site. L'inspection n'a pas connaissance de ce dossier. L'exploitant a remis à l'inspection une copie du nouveau plan de surveillance proposé en 2019. L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance poussières, aucune non conformité n'est relevée.

Cependant, la surveillance des émissions de poussières n'est pas réalisée sur les 6 points de mesure conformément à l'arrêté d'autorisation. L'exploitant doit redéposer un dossier de demande de modification de cette prescription.

Constats : La surveillance des émissions de poussières dans l'environnement n'est pas réalisée sur les 6 points prévus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.5.3.4

Thème(s) : Actions régionales, Suivi des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

À cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignées toutes ces informations. Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisées.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le fichier de suivi des déchets ainsi que l'utilisation de l'application « Trackdéchets ».

L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour un registre des déchets et que toutes les informations nécessaires sont présentes dans ce registre.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remise en état du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2014, article 3.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état coordonnée à l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la phase (n+2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

L'exploitant s'assure que les surfaces en exploitation ne dépassent pas les valeurs, indiquées dans le tableau ci dessous, et fixées pour chacune des 4 périodes quinquennales :

N° de phase quinquennale	1	2	3	4
Surface max en exploitation (*)	18,92	17,95	17,59	17,91

* surfaces S2 = surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation et de phasage, établi le 22 décembre 2025.

L'inspection a consulté ce plan et a constaté que la surface S2 actuelle est de 21,48 ha (supérieure à celle figurant dans la prescription ci-dessus).

Cependant, l'exploitant précise que le phasage a fait l'objet d'une révision en 2022 et acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juin 2022.

L'exploitant précise qu'actuellement l'exploitation correspond à la phase 2 indiquée dans l'arrêté

préfectoral complémentaire du 2 juin 2022. La surface S2 définie pour la période de phase 2 est de 22,50 ha.

La surface S2 actuelle de 21,48 ha est donc conforme.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation et rapport annuel d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les références cadastrales des parcelles concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau.) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des résultats des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, contrôles des eaux souterraines.) , les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé.

[...]

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation et le rapport annuel d'exploitation.

L'inspection a consulté ces documents et a constaté que l'ensemble des éléments requis sont

bien présents.

L'exploitant a transmis ces documents à l'inspection le 30 janvier 2026.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2014, article 3.7.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Généralités de remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature, inhérentes à l'exploitation.

[...]

La remise en état consiste en un retour des terrains à leur vocation agricole initiale, hormis pour les zones talutées et végétalisées conformément au plan figurant en annexe 3.

Les travaux comprennent :

- le remblaiement au niveau du terrain naturel pour les extrémités nord-est et sud de la carrière (cote finale entre 145 m et 155 m NGF),
- le remblaiement partiel de la zone en dépression à une cote moyenne de 138 m NGF, avec la création de pentes pour permettre le bon drainage des terres.

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan topographique d'exploitation et de remise en état établi le 22 décembre 2025.

L'inspection a consulté ce plan et a constaté que la remise en état est effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2014, article 3.7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement

Prescription contrôlée :

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux souterraines.

Toutes les dispositions seront prises afin de permettre la remise en culture des terrains dans des conditions similaires à celles de l'état initial.

Toutefois, s'il s'avère que le remblaiement effectué compromet l'écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols, l'exploitant mettra en oeuvre toutes les mesures appropriées (renforcement des fossés, mise en place d'un réseau de drainage agricole).

<p>Le remblaiement des bassins de décantation s'effectuera à l'aide de stériles et terres de découverte uniquement.</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :</p> <p>17 01 01</p> <p>17 01 02</p> <p>17 01 03</p> <p>17 01 07</p> <p>17 05 04</p> <p>20 02 02</p> <p>15 01 07</p> <p>17 02 02</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan topographique d'exploitation et de remise en état.</p> <p>L'exploitant a également présenté le registre informatique d'admission des matériaux de remblaiement. L'inspection a consulté ce registre et a constaté que seuls les déchets figurant dans l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 sont admis. L'inspection constate que le déchet admis correspond majoritairement au déchet (code 17 05 04) terres et cailloux.</p> <p>Le registre exploitant permet de renseigner le Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments via l'application « Trackdéchets ».</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Installations de traitement des matériaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 4.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations électriques réalisée le 27 août 2025 par la société Veritas.</p>

Le précédent contrôle avait été effectué le 2 septembre 2024.

L'inspection a consulté le rapport et a constaté qu'aucune non-conformité de type « risque explosion incendie » n'a été relevée. La seule non-conformité relevée correspond à un défaut de plan pour le local.

Constat: Les installations électriques présentent une non-conformité (défaut de plan pour le local).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Station de transit de produits minéraux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2014, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage

Prescription contrôlée :

La surface de matériaux stockés est de 50 000 m² et la hauteur des tas est limitée à 7 m.

Constats :

Lors de la visite du 10 avril 2026, l'inspection des installations classées a constaté que la surface des matériaux stockés est conforme et que la hauteur des tas est inférieure à 7 m.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite